

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 15 JUILLET 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/416		
AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION POUR L'INSTALLATION DE PASSERELLES DE TELERELEVE ET REPETEURS SUR LA COMMUNE DE TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/416

BUREAU DU 15 JUILLET 2024

**O B J E T : AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION
POUR L'INSTALLATION DE PASSERELLES DE
TELERELEVE ET REPETEURS SUR LA COMMUNE DE
TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux Libertés et Responsabilités Locales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la délibération n°19/03/90 du 27 mars 2019 relative à l'usage du réseau public de distribution d'électricité en basse tension (BT) pour l'installation de répéteur sur les supports de réseaux aériens afin de permettre la mise en place d'un système de télérelève entre les sociétés BIRDZ, ENEDIS et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la convention relative à l'usage du réseau public de distribution d'électricité en basse tension (BT) pour l'installation de répéteur sur les supports de réseaux aériens afin de permettre la mise en place d'un système de télérelève et notamment son article 5.4 fait mention de l'indice TP12 dénommé « réseaux d'électrification avec fournitures »,

CONSIDERANT que la société BIRDZ doit verser annuellement à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une redevance par site,

CONSIDERANT que l'indice TP12 « réseaux d'électrification avec fournitures » est aujourd'hui caduque et qu'il doit être remplacé par l'indice de révision TP12a « Réseaux d'énergie et de communication »,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'établir un avenant n°1 afin de préciser l'indice de référence à retenir, permettant le calcul des redevances,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 à la convention relative à l'usage du réseau public de distribution d'électricité en basse tension (BT) pour l'installation de répéteurs sur les supports de réseau aériens afin de permettre la mise en place d'un système de télé-relevé.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer toutes les pièces à intervenir pour mettre en œuvre la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 juillet 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION


**RELATIVE A L'USAGE DU RESEAU PUBLIC DE
DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ EN BASSE
TENSION (BT)**

**POUR L'INSTALLATION DE REPETEURS SUR LES
SUPPORTS DE RESEAUX AERIENS AFIN DE
PERMETTRE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME
DE TELERELEVÉ**

Pour **ENEDIS**

Pour la **Métropole Toulon Provence Méditerranée**

26-juin-24 | 02:54 PDT

DocuSigned by:

DD24219A65BD4A1...

Pour **BIRDZ**

17-juin-24 | 07:04 PDT

DocuSigned by:

DC7F902C07E94DA...

Avenant n°1
à la convention relative à l'usage du réseau public de distribution d'électricité en
basse tension (BT) pour l'installation de répéteurs sur les supports de réseau aériens
afin de permettre la mise en place d'un système de télérelevé

ENTRE :

ENEDIS, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance dont le siège social est situé à La Défense Cedex (92085), Tour Blanche, place des Corolles, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, en qualité de concessionnaire du service public de la distribution d'électricité, représentée par Madame Nathalie ALEXANDRE, Directrice Territoriale Var

ci-après désignée le « Distributeur »

d'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur son territoire, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, son Président, domicilié à Toulon, 107 Bd Henri Fabre

ci-après désignée « Autorité Concédante »

d'autre part

ET

Birdz, société par actions simplifiée, SIREN 527 758 726 RCS Nanterre, dont le siège social est Bâtiment Dufy, 1 place de Turenne, 94410 Saint Maurice, représentée par Monsieur Xavier MATHIEU, Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désignée « Birdz »

de troisième part.

ci-après désignées individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

PREAMBULE

Pour permettre à Birdz l'installation de répéteurs afin d'assurer la mise en place d'un système de télé-relevé, une convention portant autorisation d'occupation du domaine public sur le réseau public de distribution d'électricité basse tension (BT) desservant la commune de Toulon, ci-après désignée la « Convention » a été signée par les Parties le 18 avril 2019.

Les Parties sont convenues de conclure le présent avenant afin de modifier les indices utilisés dans la formule d'actualisation des prix prévue à l'article 5.4 - Actualisation du droit d'usage et de la redevance d'utilisation - de la Convention.

Article 1 : MODIFICATION DE LA FORMULE D'ACTUALISATION DU DROIT D'USAGE ET DE LA REDEVANCE D'UTILISATION

A l'article 5.4 - Actualisation du droit d'usage et de la redevance d'utilisation - de la Convention, l'indice TP12 « réseaux d'électrification avec fournitures » est remplacé par l'indice de révision TP12a « Réseaux d'énergie et de communication ».

L'indice TP12o, initialement celui du 1er janvier 2012, est remplacé par l'indice TP12a du 1er janvier 2019, dernier indice connu au jour de la signature de la Convention, dont la valeur est de 110,7.

Article 2 : DISPOSITIONS ANTÉRIEURES - PRISE D'EFFET

Le présent avenant prend effet à compter de la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire par notification à Birdz.

Les dispositions de la Convention non expressément modifiées ou démenties par l'Avenant, restent intégralement applicables.

Article 3 : SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

L'Avenant est signé par chacune des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique avancée (SEA) mis en œuvre par un prestataire tiers, DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Établi en un seul exemplaire original.

ENTRE

- Enedis, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé à La Défense Cedex (92085), Tour Blanche, place des Corolles, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, en qualité de concessionnaire du service public de la distribution d'électricité, représentée par **Nathalie ALEXANDRE**, Directrice Territoriale VAR,

Ci-après dénommé "le Distributeur" ;

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur son territoire représentée par M. Hubert FALCO, son Président, agissant en vertu d'une délibération du Bureau métropolitain en date du 25 juin 2018, domicilié à Toulon, 107 Bd Henri FABRE ;

➤

Ci-après désignée « l'Autorité Concédante » ;

- Birdz, société par actions simplifiée au capital de 1 045 290 Euros, dont le siège social est situé au 100 Terrasse Boieldieu - Tour Franklin La Défense 8, 92800 Puteaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 758 726 RCS PARIS, représentée par Monsieur David HOUDUSSE, Directeur des Opérations,

Ci-après dénommé "la société Birdz" ;

Les entités visées ci-dessus étant, au sein des présentes, collectivement désignées par « les Parties ».

PREAMBULE

La société Birdz est spécialisée dans la fourniture de service de télé relevé des compteurs d'eau et de collecte de toutes données issues de capteurs environnementaux pouvant être raccordés à ses réseaux de communication électronique.

Ces services sont généralement fournis à des entreprises délégataires de service public ou des collectivités locales.

La société Birdz a été retenue pour fournir ses services sur le territoire de la commune de Toulon et le projet de déploiement d'un réseau de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, objet de la présente convention, requiert l'usage du réseau public de distribution d'électricité (RPD) aérien à basse tension (BT) et implique :

- Le Distributeur, gestionnaire du réseau public de distribution électrique, en vertu de l'article L. 111-52 du code de l'énergie et du contrat de concession qu'il a signé avec l'Autorité Concédante ;
- L'Autorité Concédante, organisatrice de la distribution publique d'électricité ;
- La société Birdz.

La présente convention porte sur l'installation de répéteurs sur le RPD et sur leur exploitation.

L'article 3 du cahier des charges de distribution publique d'électricité annexé au contrat de concession signé entre le Distributeur et l'Autorité Concédante, autorise l'installation sur le réseau concédé d'ouvrages pour d'autres services tels que des services de télécommunications sous réserve de la signature d'une convention entre les opérateurs concernés, le Distributeur et l'Autorité Concédante.

La possibilité pour la société Birdz d'installer des répéteurs sur le RPD est cependant fonction des disponibilités techniques existantes et des contraintes d'exploitation de ce réseau. Celui-ci est et demeure affecté au service public de la distribution d'énergie électrique. En outre, il ne doit en résulter pour le Distributeur aucune augmentation de ses charges financières, ni aucun trouble dans son exploitation.

Ainsi, les parties s'engagent :

- D'une part à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du RPD et les activités d'installation, puis la maintenance des répéteurs,
- D'autre part à ce que l'utilisation du RPD pour l'installation et l'exploitation de répéteurs n'ait pas d'impact négatif sur la qualité des prestations assurées aux utilisateurs du RPD.

Afin d'établir les droits et obligations de la société Birdz en ce qui concerne l'installation de répéteurs sur le RPD, les parties se sont rencontrées et ont convenu de ce qui suit.

SOMMAIRE

1	OBJET DE LA CONVENTION	5
2	PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ ET DES RÉPÉTEURS	5
3	MODALITES TECHNIQUES POUR L'INSTALLATION DE REPETEURS	5
3.1	PHASE D'ETUDE	5
3.1.1	Agrément des matériels et des méthodes de mise en oeuvre	5
3.1.2	Préparation et programmation des travaux	6
3.2	PHASE D'EXECUTION DES TRAVAUX D'INSTALLATION DES REPETEURS	7
3.2.1	Conditions d'accès et habilitation du personnel de la société Birdz et des entreprises travaillant pour son compte	7
3.2.2	Réalisation des travaux	7
3.2.3	Contrôle de la conformité des travaux	7
3.3	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES REPETEURS PAR LA SOCIETE BIRDZ	7
3.4	PREVENTION SECURITE	7
3.5	EVOLUTION DU SYSTEME DE TELE-RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU ET DE CAPTEURS ENVIRONNEMENTAUX	8
4	MODIFICATION DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ	8
4.1	MODIFICATIONS DU FAIT DE L'AUTORITE CONCEDANTE OU DU DISTRIBUTEUR	8
4.2	MODIFICATIONS DU FAIT D'UN TIERS	9
5	MODALITES FINANCIERES	9
5.1	REMUNERATION DES PRESTATIONS EFFECTUEES PAR LE DISTRIBUTEUR	9
5.2	DROIT D'USAGE VERSE AU DISTRIBUTEUR	10
5.3	DROIT D'USAGE VERSE A L'AUTORITE CONCEDANTE	10
5.4	ACTUALISATION DU DROIT D'USAGE ET DE LA REDEVANCE D'UTILISATION	11
5.5	MODALITES DE VERSEMENT DES DROITS D'USAGE	11
5.6	RESILIATION DE LA CONVENTION PAR LE DISTRIBUTEUR	11
6	RESPONSABILITES	12
6.1	RESPONSABILITES PROPRES A LA SOCIETE BIRDZ	12
6.2	RESPONSABILITES PROPRES AU DISTRIBUTEUR	12
6.2.1	Principe	12
6.2.2	Force majeure	13
6.3	RESPONSABILITE DE L'AUTORITE CONCEDANTE	13
6.4	DOMMAGES CAUSES PAR DES TIERS	13
6.5	DOMMAGES CAUSES A DES TIERS	13
7	ASSURANCES ET GARANTIES	14
8	CONFIDENTIALITE	14
9	VALIDITE DE LA CONVENTION - ECHEANCE	14
10	CESSION DES REPETEURS	15
11	REGLEMENT DES LITIGES	15
12	SIGNATURES	15

De

1 OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du projet de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, l'Autorité Concédante et le Distributeur autorisent conjointement la société Birdz à installer, dans les conditions techniques et financières définies par la présente convention, des répéteurs sur le réseau public de distribution d'électricité basse tension (BT) desservant la commune de Toulon, ainsi qu'à en assurer ou en faire assurer la maintenance.

Le service public de la distribution électrique est prioritaire sur le service de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux. Par voie de conséquence, la société Birdz ne peut s'opposer aux interventions effectuées sur les ouvrages du RPD par l'Autorité Concédante ou par le Distributeur dans le cadre de leurs compétences respectives.

La société Birdz s'engage à ne pas porter atteinte au bon fonctionnement de la distribution publique d'électricité. Elle s'engage à faire respecter la présente convention par ses préposés et par les entreprises travaillant pour son compte.

En aucun cas, la présente convention ne saurait être constitutive de droits réels sur les ouvrages du RPD au profit de la société Birdz.

2 PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ ET DES RÉPÉTEURS

Les ouvrages électriques du RPD constituent des biens concédés au sens de l'article 2 du cahier des charges de la concession pour le service public d'énergie électrique. En application de l'article L. 322-4 du code de l'énergie, ces ouvrages, hormis ceux visés au deuxième alinéa de l'article précité, appartiennent à l'Autorité Concédante.

Les répéteurs installés par la société Birdz sont sa propriété [sauf disposition contraire précisée au cas par cas].

3 MODALITES TECHNIQUES POUR L'INSTALLATION DE REPETEURS

La présente convention doit être signée par toutes les parties préalablement à l'instruction par le Distributeur du dossier de réalisation.

3.1 PHASE D'ETUDE

3.1.1 Agrément des matériels et des méthodes de mise en oeuvre

Préalablement à toute mise en place de répéteurs, la société Birdz présente au Distributeur les caractéristiques des matériels et les principes de mise en œuvre (annexe 4).

Les répéteurs fonctionnent à partir d'une alimentation électrique autonome et n'ont pas d'antenne de transmission apparente.

Aucune étude technique particulière n'est nécessaire dès lors que les 3 conditions ci-après sont simultanément réunies :

- Un seul répéteur est installé par poteau ;
- L'enveloppe maximale de ce répéteur ne dépasse pas l'encombrement de 220 x 100 x 80 mm ;
- Son poids ne dépasse pas 2,0 kg.

Si l'une des conditions ci-dessus n'est pas remplie, la société Birdz établit et envoie au Distributeur un dossier technique particulier faisant apparaître les efforts supplémentaires appliqués au poteau du fait du poids et de la prise au vent générés par le répéteur.

Le Distributeur n'autorise la mise en place des répéteurs sur le RPD qu'après avoir analysé les éléments ci-dessus et après avoir vérifié la bonne adaptation des répéteurs aux exigences et contraintes de l'environnement d'exploitation.

3.1.2 Préparation et programmation des travaux

3.1.2.1 Demande d'utilisation d'ouvrages BT par la société Birdz

La société Birdz fournit au Distributeur un dossier de réalisation comportant :

- un plan à une échelle supérieure ou égale au 1/2500 mentionnant les rues pour lesquelles la pose de répéteurs est envisagée,
- les caractéristiques détaillées des matériels,
- le nombre de répéteurs à poser et de poteaux pressentis pour leur installation,
- leur position sur le support avec photomontage du répéteur à installer,
- leurs modes de fixation, étant entendu que les répéteurs sont installés directement sur une face du poteau, sans perçage (quel que soit le type de poteau), et en aucun cas sur un accessoire quelconque supporté par le poteau (exemple : foyer d'éclairage public, ferrure de réseau téléphonique, ferrure ENEDIS, ...).

La zone d'installation retenue pour la mise en place des répéteurs est définie par le schéma figurant en annexe 3.

Au stade de l'étude la société Birdz ne peut pas connaître les contraintes de transmission radio de la zone concernée et devra procéder à des essais. Aussi la demande porte-t-elle sur tout ou partie des supports situés dans la zone mentionnée sur le dossier. La liste définitive des supports utilisés sera établie et adressée au Distributeur à la fin des travaux dans le dossier de récolement (§ 3.2.2).

3.1.2.2 Accord technique d'implantation sur un ouvrage et délai d'approbation

Le Distributeur donne son accord technique sur le dossier de réalisation présenté, dans un délai maximum de 4 semaines à compter de la réception du dossier et du paiement des frais d'instruction, de suivi et d'étude (cf § 5.1).

En cas de désaccord, la demande est retournée à la société Birdz avec les motifs du refus.

3.2 PHASE D'EXECUTION DES TRAVAUX D'INSTALLATION DES REPETEURS

3.2.1 Conditions d'accès et habilitation du personnel de la société Birdz et des entreprises travaillant pour son compte

Toutes les personnes devant accéder ou intervenir sur ou dans les ouvrages électriques doivent être habilitées conformément au recueil UTE C18-510 (C18651061 à compter du 1^{er} janvier 2015) et avoir reçu une formation adaptée aux activités qui leur sont demandées.

Elles doivent appliquer les règles d'intervention prévues par ce même document et celles prévues à l'annexe 5 et elles disposent d'un bon de travail et d'un accès aux ouvrages, cet accès étant décrit à l'article 3.4.

3.2.2 Réalisation des travaux

Les travaux d'installation des répéteurs sont réalisés conformément au dossier de réalisation validé par le Distributeur.

A l'issue de ces travaux d'installation, la société Birdz fournit au Distributeur un dossier de récolement comportant :

- un plan à une échelle supérieure ou égale au 1/2500 mentionnant les rues où des répéteurs ont été posés,
- les caractéristiques détaillées des matériels posés,
- la position géo-référencée des poteaux où sont effectivement installés les répéteurs,
- leur position sur le support avec photo du répéteur installé avec les modes de fixation utilisés.

3.2.3 Contrôle de la conformité des travaux

A l'issue des travaux de mise en place des répéteurs sur un site signalé par la société Birdz, le Distributeur a la possibilité de vérifier la conformité des travaux au dossier de réalisation validé par le Distributeur.

Le Distributeur notifie toute non-conformité à la société Birdz qui dispose d'un délai de 1 mois pour mettre ses installations en conformité.

En cas de non-conformité mettant en cause la sécurité des matériels ou des personnes, le Distributeur peut réaliser immédiatement la mise en conformité aux frais de la société Birdz.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs répéteurs mis en place n'auraient pas fait l'objet d'un dossier de réalisation validé par le Distributeur, dans les conditions précisées au paragraphe 3.1.2 de la présente convention, la société Birdz s'engage à les déposer sans délai. A défaut, le Distributeur se réserve le droit de déposer.

3.3 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES REPETEURS PAR LA SOCIETE BIRDZ

La société Birdz fait son affaire de la maintenance préventive et curative de ses installations.

3.4 PREVENTION SECURITE

Pour toute intervention sur les ouvrages du RPD, la société Birdz devra respecter et faire respecter par les entreprises travaillant pour son compte, notamment au travers du plan de prévention, les

règles d'accès aux ouvrages prévues par le décret 82-167 du 16 février 1982 et l'arrêté du 17 janvier 1989, ainsi que par l'annexe 5 à la présente convention.

Dans le respect des dispositions précitées, la société Birdz ou les entreprises travaillant pour son compte pourront accéder à tout moment à ses équipements installés sur les ouvrages du RPD. Cet accès permanent est valable pendant toute la durée de la convention mais le Distributeur peut mettre fin par lettre recommandée avec avis de réception, à cet accès permanent en cas de manquement aux dispositions mentionnées au premier alinéa. Dans ce cas, la société Birdz ou les entreprises travaillant pour son compte devront demander au Distributeur par écrit une autorisation préalablement à chaque intervention.

La société Birdz ou les entreprises travaillant pour son compte pourront bénéficier de la dispense de DT (déclaration de projet de travaux) et de DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) en application des articles R. 554-21-I-3° et R. 554-25-I du code de l'environnement.

Cette dispense est matérialisée par la signature de l'annexe 5 par la société Birdz et chacune des entreprises travaillant pour son compte avec l'employeur délégataire des accès ENEDIS sur la zone concernée par les travaux.

3.5 EVOLUTION DU SYSTEME DE TELE-RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU ET DE CAPTEURS ENVIRONNEMENTAUX

La société Birdz notifiera au Distributeur toute modification de son système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux.

Elle procédera à la dépose de tout répéteur qui ne serait plus utilisé dans un délai de trois mois à compter de la fin de son utilisation.

4 MODIFICATION DES OUVRAGES DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ

4.1 MODIFICATIONS DU FAIT DE L'AUTORITÉ CONCEDANTE OU DU DISTRIBUTEUR

La société Birdz ne peut faire obstacle à la modification d'un ouvrage du RPD.

En dehors d'événements nécessitant une intervention urgente sur le RPD, le Distributeur ou l'Autorité Concedante, selon le cas, informe la société Birdz, avec un délai minimum de deux mois avant le début des travaux, de leur intention de réaliser des travaux ayant une incidence sur les répéteurs.

Si ces travaux entraînent la dépose définitive de l'ouvrage du RPD, ils ouvrent droit à une indemnité au profit de la société Birdz dans les conditions suivantes :

- pendant les 2 premières années la redevance d'usage visée aux articles 5.2 et 5.3 est remboursée à la société Birdz,
- au-delà des 2 premières années aucune indemnisation n'est due à la société Birdz.

On entend par « 2 premières années » le délai courant entre la date de l'accord technique visé au 3.1.2.2 et la date de la DICT relative aux travaux de modification du RPD pour les dossiers de

déploiement ou la date de mise en exploitation déclarée par Birdz pour les dossiers de régularisation (dans ce cas Birdz précise la date) : . . / . . / . .

En tout état de cause, la société Birdz fait son affaire de la réinstallation des répéteurs concernés.

4.2 MODIFICATIONS DU FAIT D'UN TIERS

Dans le cas d'une demande de modification d'un ouvrage du RPD émanant d'un tiers, susceptible d'affecter le fonctionnement du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, le Distributeur en informe par écrit la société Birdz dans un délai lui permettant de prendre les dispositions éventuellement nécessaires, et de se rapprocher du demandeur.

Le Distributeur et la société Birdz font chacun leur affaire de la perception auprès du demandeur de leur participation financière éventuelle aux frais de modification des ouvrages dont ils ont respectivement la charge.

Lorsque les modifications demandées par le tiers n'ouvrent pas droit à indemnisation, en application du cahier des charges de concession d'électricité, le Distributeur et la société Birdz prennent à leur charge la modification des ouvrages dont ils ont respectivement la charge.

La société Birdz ne pourra prétendre à aucun dédommagement de la part du Distributeur ou de l'Autorité Concédante.

5 MODALITES FINANCIERES

La mise en place sur le RPD d'un système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux ne doit induire aucune charge économique supplémentaire pour l'Autorité Concédante ou pour le Distributeur.

En conséquence, toutes les interventions et prestations réalisées par le Distributeur au profit de la société Birdz lui seront facturées.

En outre, la société Birdz versera au Distributeur et à l'Autorité Concédante une redevance au titre du droit d'usage du RPD.

5.1 REMUNERATION DES PRESTATIONS EFFECTUEES PAR LE DISTRIBUTEUR

Le déploiement des répéteurs entraîne une charge supplémentaire pour le Distributeur qui ne doit pas être supportée par les utilisateurs du RPD.

Cette charge supplémentaire résulte des actes du Distributeur définis par la présente convention tels, par exemple, l'instruction du dossier de réalisation (§3.1.2.2), la visite sur le terrain de tout ou partie des ouvrages envisagés pour l'implantation des répéteurs, la prise en compte du dossier de récolement (§3.2.2), le contrôle sur le terrain de la conformité des travaux (§3.2.3), etc...

La mission dévolue au Distributeur par la présente convention fait l'objet d'une rémunération forfaitaire fixée à :

- 1000 € HT pour l'implantation de 1 à 10 répéteurs
- 1500 € HT pour 11 à 20 répéteurs
- 2000 € HT pour 21 à 50 répéteurs
- 3000 € HT pour 51 à 100 répéteurs
- 5000 € HT de 100 à 500 répéteurs
- 10 000 € HT de 500 à 1000 répéteurs
- 15 000 € HT de 1000 à 2000 répéteurs
- 20 000 € HT jusqu'à 3000 répéteurs (au-delà de 3000 répéteurs, des modalités financières spécifiques seront définies par ENEDIS)

Dans le cas des dossiers de régularisation, ces montants sont majorés de 30%

Ce montant est facturé par le Distributeur à la société Birdz.

Le règlement de la facture doit être effectué par la société Birdz dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de la facture.

En outre, à la demande de la société Birdz, le Distributeur pourra réaliser d'autres prestations qui seront facturées à la société Birdz au devis ; leur règlement par la société Birdz interviendra dans les mêmes conditions de délai que ci-dessus.

5.2 DROIT D'USAGE VERSE AU DISTRIBUTEUR

La société Birdz verse au Distributeur une redevance au titre du droit d'usage du RPD. Ce droit d'usage est indépendant de la redevance d'occupation du domaine public, et tient compte des éléments suivants :

- Perte de suréquipement ;
- Gêne d'exploitation ;
- Entretien et renouvellement des appuis ;
- Coûts évités pour la société Birdz.

Le montant du droit d'usage est facturé une seule fois pour la durée estimée de l'utilisation des appuis communs. Pour l'année 2017, il est fixé par support utilisé à 54,10 € HT.

Il est assujéti à la TVA, au taux en vigueur à la date d'émission de la facture HT.

5.3 DROIT D'USAGE VERSE A L'AUTORITE CONCEDEANTE

La société Birdz verse une redevance d'utilisation du RPD à l'Autorité Concédante. Ce droit d'usage est indépendant de la redevance d'occupation du domaine public et tient compte des avantages tirés par la société Birdz de cette utilisation.

Le montant de la redevance est facturé une seule fois pour la durée estimée de l'utilisation des appuis communs. Pour l'année 2017, il est fixé par support à 27,05 € HT.

La redevance d'utilisation du réseau électrique versée à l'Autorité Concédante n'est pas soumise à la TVA, conformément aux articles 256 B et 260 A du code général des impôts.

5.4 ACTUALISATION DU DROIT D'USAGE ET DE LA REDEVANCE D'UTILISATION

Les droits d'usage versés au Distributeur et à l'Autorité Concédante sont calculés au 1er janvier de chaque année et sont actualisés en application d'un coefficient d'actualisation K défini comme suit :

$$K = 0,15 + 0,85 (TP12n / TP12o)$$

TP12n correspond à l'index national de travaux publics pour les réseaux d'électrification avec fournitures, publié mensuellement au « bulletin officiel de la concurrence, consommation, répression, répression des fraudes ». « n » correspond à l'année d'actualisation. L'index à prendre en compte est celui du mois de juillet de l'année « n-1 ». « o » indique l'année d'établissement des prix, soit 2012. L'index TP12o est celui du 1er janvier 2012, sa valeur est 587,30 et correspond aux valeurs de base de 54 € HT pour le droit d'usage, et de 27 € HT pour la redevance d'utilisation.

5.5 MODALITES DE VERSEMENT DES DROITS D'USAGE

Les montants visés aux articles 5.3 et 5.4 correspondent aux montants totaux dus par la société Birdz par support pour la durée de la présente convention (sauf dispositions prévues à l'article 4.2).

Ces montants sont versés en une seule fois par la société Birdz après le début des travaux et dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de la facture correspondante.

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires seront appliqués selon la réglementation en vigueur.

5.6 RESILIATION DE LA CONVENTION PAR LE DISTRIBUTEUR

Le Distributeur peut résilier la présente convention en cas de manquement grave et répété, par la société Birdz, à ses obligations contractuelles essentielles, et ce, dans des conditions mettant en danger ou perturbant la sécurité et la continuité du RPD, notamment en cas de perturbation de la qualité de l'onde électrique.

A cet effet, le Distributeur met en demeure par lettre recommandée avec avis de réception la société Birdz de remédier à ses manquements et informe concomitamment, par lettre recommandée avec avis de réception, le Maître d'ouvrage et l'Autorité Concédante, de la situation. Le cas échéant, le Distributeur peut prendre, aux frais de la société Birdz, des mesures conservatoires pour assurer la sécurité et la continuité du service public dont il a la charge.

Sous un délai de 30 jours après sa notification, la société Birdz doit proposer des solutions permettant de remédier à la situation et, le cas échéant, fixer en accord avec le Distributeur un calendrier de mise en œuvre de la solution retenue.

En cas de désaccord persistant et en l'absence d'une solution dégagée trois mois après la première lettre recommandée, le Distributeur peut résilier la convention par décision dûment motivée, notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à l'ensemble des Parties.

En cas de résiliation, la société Birdz déposera les répéteurs sans délai.

A défaut, le Distributeur se réserve le droit de déposer lesdits répéteurs aux frais et risques de la société Birdz.

6 RESPONSABILITES

Si un ouvrage du RPD comportant des équipements installés par la société Birdz subit un quelconque dommage, préalablement à tout recours contentieux et afin d'assurer la continuité des services de distribution électrique et l'intégrité du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, le Distributeur et (ou) la société Birdz effectuent, si nécessaire, une remise en état provisoire et (ou) une reconstruction définitive des ouvrages dont ils ont respectivement la charge.

Un constat d'huissier décrivant l'ensemble des dommages est toutefois préalablement établi à l'initiative de la partie la plus diligente.

6.1 RESPONSABILITES PROPRES A LA SOCIETE BIRDZ

La société Birdz est responsable, au titre des travaux d'installation de ses équipements sur le réseau de distribution d'électricité, en cas de dommage causé au réseau électrique ; il assume l'entière responsabilité de ses équipements définis à l'article 1^{er} de la présente convention, quelle qu'en soit l'utilisation faite.

Les dommages causés par la société Birdz aux installations du Distributeur, lors de travaux et (ou) lors de toute intervention sur les répéteurs dont il a la charge, sont de son entière responsabilité, ainsi que les conséquences qui en résultent, y compris en cas d'accident corporel.

6.2 RESPONSABILITES PROPRES AU DISTRIBUTEUR

6.2.1 Principe

Les dommages causés par le Distributeur aux installations du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, lors de travaux réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sont de son entière responsabilité, ainsi que les conséquences qui en résultent, y compris en cas d'accident corporel.

La responsabilité du Distributeur ne peut être recherchée en cas de perturbation affectant le système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux dans le cadre de l'exploitation du réseau électrique, que ce soit lors d'incidents, ou lors de travaux d'entretien et de maintenance.

A titre d'exemple aucun recours ne peut être exercé ni par la société Birdz, suite aux fonctionnements des protections de réseaux (norme NF EN 50-160) et notamment des systèmes de ré-enclenchement automatique pour les deux aspects techniques suivants :

- Non-immunité de l'appareillage à ce type de phénomène ;
- Perturbation des communications ou transfert de données en cours.

6.2.2 Force majeure

Le Distributeur n'encourt pas de responsabilité en cas d'incident sur le RPD provenant d'un cas de force majeure affectant les conditions d'exploitation de ce réseau.

Dans la mesure du possible, le Distributeur informe la société Birdz des incidents et de leurs natures afin de limiter les conséquences dommageables de l'événement.

Sont notamment considérés comme des cas de force majeure, lorsque ces événements présentent les caractéristiques de la force majeure (imprévisibilité, extériorité par rapport aux Parties et irrésistibilité) :

- Des destructions volontaires dues à des atteintes délictuelles, des actes de guerre, de terrorisme, émeutes, pillages, sabotages, attentats ;
- Des dommages causés par des faits accidentels et non maîtrisables, imputables à des tiers, tels que les incendies, les explosions ou les chutes d'avion ;
- Des catastrophes naturelles au sens de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, c'est-à-dire les dommages matériels, directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ;
- Des phénomènes atmosphériques irrésistibles par leur cause et leur ampleur et auxquels les réseaux électriques, sont particulièrement vulnérables (crues, tempête, canicule ou autre), dès que, lors d'une même journée et pour la même cause, un nombre important de clients (nombre défini par référence aux contrats de fourniture d'électricité, soit 100 000 clients) alimentés par le réseau public de distribution sont privés d'électricité ;
- Les délestages imposés par les grèves ;
- Les mises hors service d'ouvrages imposées par les pouvoirs publics pour des motifs de sécurité publique ou de police.

Les Parties conviennent, le cas échéant, d'examiner les dispositions à prendre pour tirer les conséquences de la force majeure sur les conditions d'exécution de la présente Convention.

6.3 RESPONSABILITE DE L'AUTORITE CONCEDEANTE

Les dommages causés aux installations du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, lors de travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concedante sont de la responsabilité de celle-ci, ainsi que les conséquences qui en résultent, y compris en cas d'accident corporel.

6.4 DOMMAGES CAUSES PAR DES TIERS

Lors de dommages causés par un tiers aux installations dont le Distributeur et la société Birdz ont la charge, ces derniers font chacun leur affaire des actions à intenter contre ledit tiers.

6.5 DOMMAGES CAUSES A DES TIERS

La société Birdz fait son affaire des recours pouvant être exercés par des tiers contre le Distributeur au titre des dommages qui leurs seraient causés sous réserve que soit établie l'existence d'un préjudice causé par le système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux aux dits tiers.

7 ASSURANCES ET GARANTIES

A la signature de la présente convention, la société Birdz doit justifier qu'elle est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux d'établissement du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux et la présence des répéteurs sur le RPD. Elle doit être en mesure de présenter au Distributeur, à sa demande, l'attestation d'assurance correspondante.

8 CONFIDENTIALITE

Les informations communiquées entre les parties, au titre de la présente convention, sont considérées comme confidentielles dès lors qu'elles portent une mention explicite de leur caractère confidentiel.

La notion d'information confidentielle n'inclut pas une information pour laquelle la Partie réceptrice peut démontrer que :

- L'information est dans le domaine public au moment de la signature de la présente convention ou est tombée dans le domaine public pendant la durée de la convention, sans que la partie réceptrice ait violé ses obligations de confidentialité au titre de la convention ;
- Elle a été libérée de son obligation de confidentialité au regard de cette information par un accord écrit et préalable de la partie émettrice ;
- Elle a reçu cette information d'un tiers, licitement, autrement que par violation des dispositions du présent article.

Les Parties s'engagent, dans le respect de la loi, à préserver la confidentialité des informations définies précédemment comme telles, dont elles ont connaissance et (ou) auxquelles elles auront eu accès dans le cadre de la présente convention.

Si l'une des Parties souhaite transmettre, dans le cadre de la présente convention, une information confidentielle à un tiers, elle s'engage à demander l'accord écrit des autres parties concernées avant toute divulgation de cette information, et à insérer dans les relations contractuelles avec ce tiers la même obligation de confidentialité que celle prévue à la présente convention.

9 VALIDITE DE LA CONVENTION - ECHEANCE

La durée de la présente convention est de dix ans à compter de sa signature par les Parties.

Elle sera tacitement reconductible par périodes successives de même durée sauf dénonciation par l'une des parties, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant chaque échéance contractuelle.

A l'expiration de la convention, la société Birdz s'engage à déposer les répéteurs dans un délai de 6 mois à compter de l'expiration de la présente convention. A défaut, le Distributeur se réserve le droit de déposer lesdits répéteurs aux frais et risques de la société Birdz.

10 CESSIION DES REPETEURS

En cas de cession de tout ou partie du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux, la société Birdz s'engage à informer le futur repreneur de l'existence de la présente convention.

Elle s'oblige à aviser l'Autorité Concédante et le Distributeur, par lettre recommandée, de la cession, dans le mois précédant celle-ci.

Les droits et obligations de la présente convention sont transférés au futur repreneur sans modification de la date d'échéance de la présente convention.

La cession de tout ou partie du système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux n'ouvre droit à aucun remboursement des frais engagés par l'Opérateur cédant, ni à aucune autre indemnisation et ce, indépendamment de la date de prise d'effet de la présente convention et des investissements réalisés par ce dernier.

11 REGLEMENT DES LITIGES

Sans préjudice des dispositions particulières prévues à l'article 6.1 de la présente convention, en cas de litige relatif à l'exécution et (ou) à l'interprétation de la présente convention, les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable. Cette tentative de conciliation suspend la recevabilité d'un recours devant le juge compétent.

La procédure de conciliation doit être entreprise à l'initiative de la partie la plus diligente dans le mois qui suit la connaissance de l'objet du litige ou du différend, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie.

A défaut d'accord dans le délai d'un mois à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception prévue à l'alinéa précédent, la partie la plus diligente saisit le juge compétent.

Les frais de conciliation sont répartis également entre chacune des parties.

12 SIGNATURES

La présente convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement. Les parties présentes signent¹ cette convention en 3 exemplaires originaux.

¹ Parapher l'intégralité des pages, y compris les annexes et faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

Pour ENEDIS

Fait à Toulon , le.....

La Directrice Territoriale Var



Pour la société Birdz

Fait à Puteaux... , le 7 septembre 2018

Le Directeur des Opérations

David HOUDUSSE

Birdz

Siège Social : 100 Terrasse Boieldieu
Tour Franklin - La Défense 8
92800 PUTEAUX
Tél : 01 41 45 86 00 - Fax : 01 41 45 86 53
RCS Nanterre 527 758 726 - SIRET 527 758 726 00048

**Pour l'Autorité Concédante de la
distribution publique d'électricité**

Fait à Toulon , le **18 AVR. 2019**

Le Président de la Métropole


Hubert FALCO



ANNEXE 1 : DEFINITION DES TERMES.

1 DEFINITIONS RELATIVES AU DOMAINE DE LA DISTRIBUTION D'EAU

Système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux :

Le télé-relevé des compteurs d'eau est un service fondé sur la technologie radio, qui permet d'effectuer des relèves d'index de compteurs d'eau ou de capteurs environnementaux à distance, à des fréquences déterminées ou en temps réel.

Elle est destinée aux collectivités et est généralement installée dans le cadre de contrats de Délégation de Service Public.

Les objectifs du télé-relevé des compteurs d'eau sont notamment :

- faciliter la relève des consommations d'eau à distance,
- maîtriser la ressource en détectant plus facilement les anomalies de consommations,
- suivre régulièrement les rendements de réseau des collectivités.

Répéteurs

La transmission des données de consommations se fait via un réseau de répéteurs, qui relaie le signal radio envoyé par le compteur d'eau ou tout autre capteur, jusqu'à un boîtier - le concentrateur -, qui le retransmet lui-même vers une base de données.

Afin de faciliter la transmission des données, les répéteurs doivent être posés en hauteur, et transmettre les informations issues des capteurs et du module radio associé. Les points hauts utilisés sont en priorité sur : les Candélabres et les poteaux ENEDIS.

2 DEFINITIONS RELATIVES AU RESEAU DE DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE

ENEDIS : il s'agit de la filiale d'EDF à qui est confiée l'activité de gestionnaire de réseau de distribution d'électricité. Sa mission est notamment de définir et de conduire les politiques d'exploitation, d'investissement et de développement des actifs des réseaux de distribution concédés à ENEDIS, de négocier et cosigner les contrats de concession et leurs avenants, d'assurer le caractère non discriminatoire du raccordement et de l'accès au réseau de distribution ainsi que d'assurer la responsabilité des relations avec l'ensemble des autorités de régulation de l'énergie au titre de ces activités.

Réseau public de distribution d'électricité : il est constitué par l'ensemble des installations et des ouvrages affectés à la distribution publique d'électricité dans les limites et conditions précisées par les cahiers des charges des concessions de distribution électrique. Compte tenu de ce régime, les ouvrages concédés se répartissent en trois catégories qui sont les biens de retour, propriété *ab initio* de l'Autorité Concédante, les biens de reprise utiles à l'exploitation du service concédé et que l'Autorité Concédante peut à ce titre racheter en fin de concession et les biens propres du concessionnaire.

Concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique : c'est le contrat par lequel l'Autorité Concédante, organisatrice du service public de la distribution électrique, délègue à ENEDIS en tant que concessionnaire l'exploitation de ce service et l'ensemble des missions qui s'y rattachent. Il se compose d'une convention et d'un cahier des charges, ce dernier fixant à la fois les droits et obligations du concessionnaire et du concédant et les conditions du service concédé.

Réseau BT : aussi appelé "réseau Basse Tension", il s'agit de l'ensemble des ouvrages de distribution publique permettant de distribuer l'énergie électrique en Basse Tension (230/400V). Le réseau BT est alimenté par les postes de distribution publique, eux même reliés au réseau HTA.

**ANNEXE 2 : LOCALISATION DU DEPLOIEMENT SYSTEME DE TELE-RELEVÉ DES
COMPTEURS D'EAU ET DE CAPTEURS ENVIRONNEMENTAUX PAR LA
CONVENTION.**

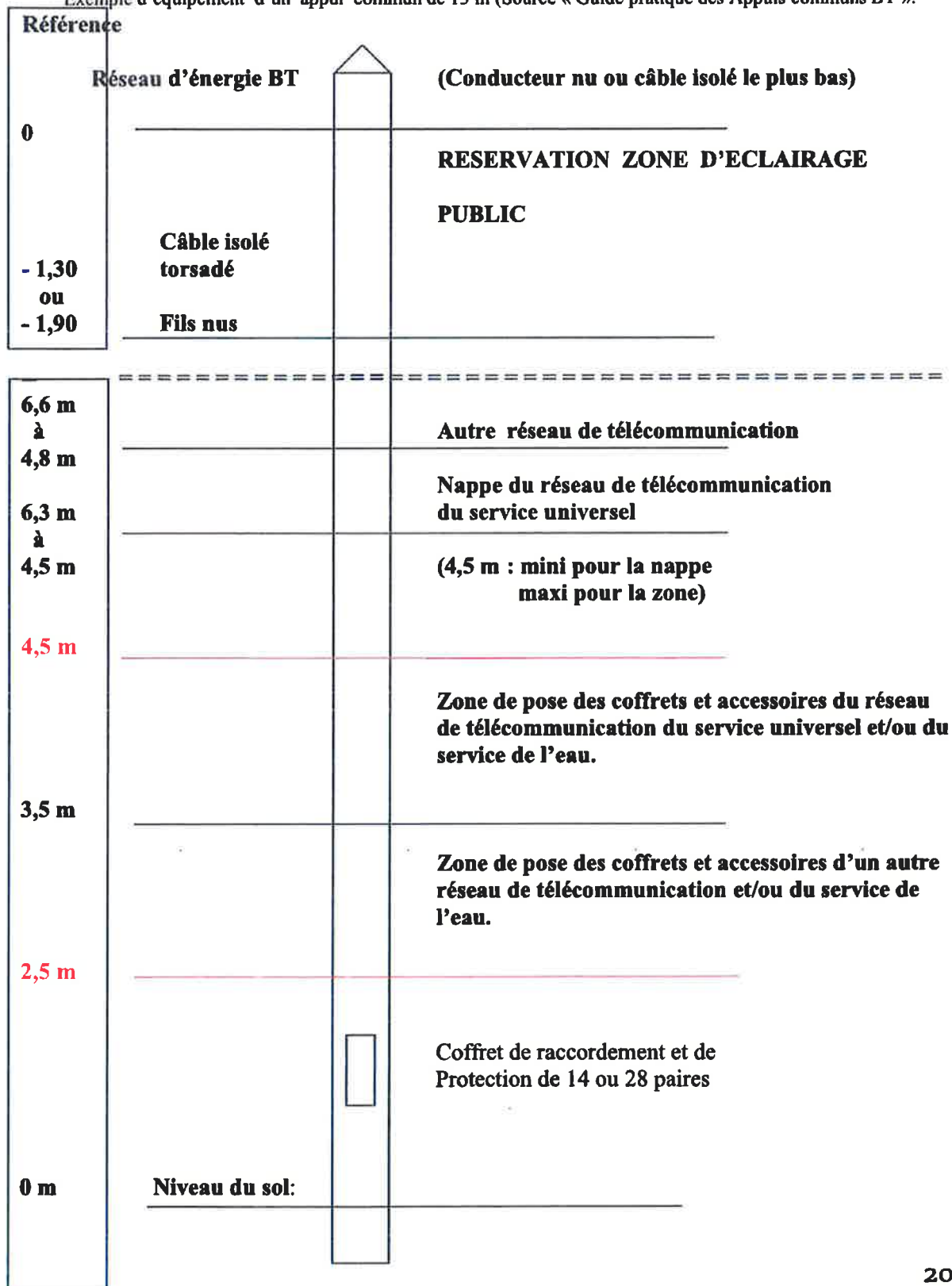
TERRITOIRE CONCERNE PAR LA CONVENTION

La société Birdz a décidé de déployer un système de télé-relevé des compteurs d'eau et de capteurs environnementaux sur le territoire de la commune suivante :

- TOULON

ANNEXE 3 : ZONE D'INSTALLATION DES REPETEURS POUR LE TELE-RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU ET DE CAPTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Exemple d'équipement d'un appui commun de 13 m (Source « Guide pratique des Appuis communs BT »).



ANNEXE 4 : CARACTERISTIQUES DES REPETEURS

SYSTEME M2O DE TELERELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU

REPETEUR : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES



- Elément clé du réseau fixe permanent de relevé à distance, le répéteur reçoit les informations émises par les compteurs et les retransmet à la passerelle ou à un autre répéteur.
- Fabriqués dans une couleur claire proche de la pierre, afin de mieux se fondre dans l'environnement, les répéteurs sont destinés à être posés sur un candélabre, mur ou sur une canalisation à l'aide de leur platine de fixation (livrée avec chaque répéteur). Positionnés à l'intérieur d'un immeuble ou à l'extérieur en façade, les répéteurs sont durcis (- 20° C / + 65° C) et respectent l'indice de protection IP 68.
- En écoute permanente, les répéteurs peuvent être déployés en cascade (jusqu'à 3 niveaux de répéteurs).
- Les répéteurs, constitués d'une carte radio bidirectionnelle et d'une pile, respectent les normes européennes de rayonnement électromagnétique : leur émission à très faible puissance (25 milliwatts) les rend totalement inoffensif pour la santé.

RESEAU FIXE POUR CONTRÔLER EN PERMANENCE LES INFORMATIONS DU COMPTEUR



AUTONOMIE – DURÉE DE VIE

- Alimentation par une pile lithium
- Durée de vie de 7 à 12 ans dans les conditions normales d'utilisation

CARACTERISTIQUES MECANIKES

- Indice de protection IP68
- Boîtier ABS
- Température de fonctionnement -20°C à +65°C
- Dimension 165 x 85 x 85 mm
- Poids : 220g

PERFORMANCES RADIO

- Concentration de 32 périph. en direct
- Bande radiofréquence ISM utilisable de plein droit
- Fréquence 868-870 MHz
- Puissance d'émission +14 dBm
- Sensibilité en réception -118 dBm
- Portée radio : jusqu'à 2km en champ libre
- Type de modulation FM bande étroite
- Conformité avec le protocole radio std TC294
- Certification normes RF EN300-220-1, EN300-220-2, EN301-489-1, EN301-489-3, EN50371:2002

ANNEXE 5 : INSTRUCTIONS DE SECURITE A RESPECTER PAR LA SOCIETE BIRDZ

Ce document est contresigné par l'Employeur Déléataire des Accès (EDA) du Distributeur qui pourra apporter tout complément d'information sur les instructions ci-dessous.

La société Birdz a signé une convention avec ENEDIS afin d'utiliser les ouvrages et les supports d'ouvrage pour ses propres matériels ou réseau. La société Birdz - ou la société ETE Réseaux qui travaille pour son compte - conviennent avec ENEDIS des modalités suivantes pour accéder aux ouvrages et aux supports et opérer en sécurité.

Le personnel amené à intervenir devra être habilité à minima B0 et ne jamais pénétrer la DMA (distance minimale d'approche) de 0,30 m pour du réseau BT nu.

Un surveillant de sécurité électrique sera nécessaire pour les interventions à moins de 1 m du réseau nu.

Si la DMA devait être engagée, le chantier sera stoppé et une demande de protection de chantier de tiers sera adressée au Distributeur.

Dans le cas de situation d'interférence d'un chantier de la société Birdz - ou de la société ETE Réseaux qui travaille pour son compte - et du distributeur constaté localement, la priorité sera donnée au Distributeur, la société Birdz - ou la société ETE Réseaux qui travaille pour son compte - devant interrompre ou reporter son chantier.

La société Birdz communiquera au distributeur la liste des agents habilités et susceptibles d'intervenir sur le réseau via l'utilisation du logiciel e-Plans.

La société BIRDZ signera et communiquera au Distributeur l'IPS-2.6-AER-000-V3 via l'utilisation du logiciel e-Plans.

La société BIRDZ communiquera au Chargé d'Exploitation Enedis Côte d'Azur le planning hebdomadaire prévisionnel, la semaine précédant les travaux, avec le lieu du chantier (adresse et coordonnées géo-référencées), la date, l'heure de début et l'heure de fin via l'utilisation du logiciel e-Plans. Ce planning indique, en outre, l'entreprise réalisatrice, le nom du chargé de travaux avec ses coordonnées téléphoniques (GSM).

En cas de modification de ces plages d'intervention la société Birdz - ou la société ETE Réseaux qui travaille pour son compte - enverra un planning modificatif au moins 48 h avant ou préviendra par téléphone, y compris en temps réel.

L'ascension des supports peut se faire par tout moyen réglementaire et ne doit pas endommager les autres matériels fixés aux supports. Le personnel de la société Birdz - ou de la société ETE Réseaux qui travaille pour son compte - ne doit pas intervenir sur ces matériels ou sur les annexes des ouvrages du Distributeur. Toute anomalie constatée sera répertoriée et communiquée au Distributeur chaque semaine, sauf pour les urgences.

En cas d'endommagement du réseau ou pour toute situation affectant la sécurité le Distributeur sera prévenu immédiatement au 01 76 61 47 01 (dommage aux ouvrages).

Le distributeur pourra diligenter son personnel sur site à des fins de contrôle du respect des présentes prescriptions. A ce titre il pourra demander au personnel de la société de produire leur titre d'habilitation et les présentes instructions fournies par l'employeur.

La société Birdz – ou la société ETE Réseaux qui travaille pour son compte - bénéficie de la dispense de DT (déclaration de projet de travaux) et de DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) en application des articles R. 554-21-I-3° et R. 554-25-I du code de l'environnement pour des travaux à proximité des réseaux d'ENEDIS ne nécessitant aucune fouille au sol ni enfoncement de pieux.

La suspension provisoire ou la résiliation définitive de cette convention implique une demande ponctuelle d'accès aux ouvrages pour chaque opération accompagnée d'une DT-DICT.

La société Birdz – la société ETE Réseaux

L'employeur délégataire des accès d'ENEDIS

Signature



Signature



Thibaud SOURTY
Enedis
Chef du Domaine OPERATIONS

12 OCT. 2018

**ANNEXE 6 : ADDITIF « PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES DESTINEES AUX
ENTREPRISES » DU CARNET DE PRESCRIPTION AU PERSONNEL
ENEDIS**



Prescriptions
entreprises.pdf

ANNEXE 7 : MANDAT DE LA SOCIETE ETE RESEAUX

M2O confie la pose de répéteurs à la société :

ETE RESEAUX, Quartier La Meuniere, La Petite Campagne, 13480 Cabriès